L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$10 } payable d'avance
DU TRI-HEBDOMADAIRE.....$6 } payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 9 MARS 1843

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

Nous recommandons à nos lecteurs notre correspondance et nos extraits des journaux de Washington. La lettre sous la date du 29 février qui aurait dû nous parvenir avant-hier, donne d'intéressants détails sur le bill d'abrogation de la loi sur les faillites. La séance du 27 à la Chambre des Représentants contient l'extrait d'un message de M. Tyler relatif à l'interprétation à donner au traité Ashburton. C'est la question à l'ordre du jour, c'est la question du droit de visite.

DROITS DE QUATRE.—Par suite d'une motion faite pour examiner de nouveau la section additionnelle du bill pour l'abrogation des droits de quayage, le Dr. Brashear a présenté hier à la Chambre plusieurs sections additionnelles. Le but principal de ces sections est de pourvoir au remboursement des billets de municipalités en circulation; les municipalités seraient autorisées à émettre au profit des porteurs de leurs billets des certificats du trésor qui seraient de $100 au moins, porteraient intérêt et seraient remboursables en dix ans. Pour faire face aux intérêts et au principal de ces certificats, les municipalités disposeraient tous les six mois une certaine somme à la banque de la Louisiane. Les municipalités n'auraient plus le droit à l'avenir d'émettre de petits billets. Pour se procurer les fonds nécessaires au paiement de leur dette, les municipalités auraient le droit, moyennant certaines restrictions, d'imposer des taxes sur les propriétés foncières et sur les esclaves. Les sections proposées par le docteur Brashear seront discutées aujourd'hui même.

LE DR. BRASHEAR a introduit hier à la Chambre un bill pour l'abolition du jury de police de la paroisse d'Orléans et pour transporter les pouvoirs qu'il possède au conseil général et aux conseils de municipalité. C'est une mesure d'une haute importance, qui réussirait pour les municipalités une économie de 20 à $30,000.

ET LE Comité nommé par le Conseil de la 3e Municipalité a brûlé, lundi dernier, VINGT-NEUF MILLE PIASTRES de bons municipaux ce qui, ajouté aux $120,000 déjà détruits, forme un total de 149,000 retirés de la circulation depuis un mois. Comme on le voit, les Municipalités font tous leurs efforts pour retirer de la circulation leurs bons municipaux; les lecteurs agiraient prudemment en ne les acceptant point et en prenant un peu de patience. *(Courrier.)*

SIR CHARLES BAGOT.—Un journal annonçait récemment que le gouverneur des possessions anglaises était mort le 9 du mois dernier, c'était une erreur des lettres de King-ston, portant la date du 13 et publiées par le Candien de Québec du 17, déclarent qu'une notable amélioration s'est fait sentir dans la situation du gouverneur général et que ses médecins conservent l'espoir de le sauver. Les Canadiens souhaitent des messes pour que cet espoir se réalise.

THEATRE D'ORLEANS.
LA FILLE DU REGIMENT, opéra en deux acte, musique de Donizetti.

Si nous étions quelque peu disposés à la gaîté, la *Fille du Régiment* nous ramenerait sans nul doute les belles soirées du *Brasseur de Preston*; car dans l'un comme dans l'autre opera, il se trouve une jolie femme qui marche au pas, qui jure et fait du sentiment absolument comme un vieux soldat. Malheureusement le tems est sombre, froid, pluvieux, et en esprits sont presque au même degré de température; et bien que la *Fille du Régiment* à dû marcher au pas, jurer et faire du sentiment devant une salle peu nombreuse. En vérité c'est malheureux car il est difficile de se tirer de ces trois difficiles emplois avec plus de grâce, d'apropos et de vraie sensibilité que ne l'a fait Mme. Place. Elle a eu, il est vrai, le succès le plus flatteur devant les habitués habitues de la salle d'Orléans; mais ce n'était pas là ce que nous lui souhaitions. Nous lui aurions voulu un public comme celui de dimanche alors elle eut assurément conquis pour le chaîne cinq ou six belles recettes avec la bluette que Donizetti s'est amusé à orner de musique.

La *Fille du Régiment* offre un canevas assez favorable aux inspirations mélodiques; et ce canevas ne manque pas même d'un certain esprit. Il nous transporte en plein dans les guerres de l'Empire; la scène s'ouvre dans le Tyrol, et nous voyons paraître le beau Vingt-unième dans la personne d'un vieux sergent et d'une jolie vivandière qui s'appelle Marie. Marie n'est rien autre que la "fille du Regiment;" il y a quelque part douze ans, le régiment a rencontré sur son chemin Marie qui n'était alors qu'un pauvre petit enfant abandonné; le sentiment, avec cette bonté de cœur qui le distingue, l'a adoptée pour son enfant; puis il l'a fait élever, lui a donné une éducation soignée, et l'a enfin traitée en véritable père. Aussi Marie a profité, il faut voir elle a toutes les qualités requises, elle est volontaire, rageuse, mauvaise tête; elle jure quand l'impatience ou le sentiment l'emporte; elle marche au pas, je suis sûr(en toute qu'elle fume fort bien et que de tems à autre elle ne dédaigne pas la petite goutte. C'est donc une fille achevée, et parfaite sous le maréchal, elle est jolie comme un amour. Aussi ce sont jeux de croire que son père est tout à fait enamouré. Quant à Marie, les moustaches de son père ne lui font pas de peur, elle a pour Tyrolien qui, un beau jour qu'elle courait après ses deux ânes vers la montagne, l'a retenue dans ses bras au moment où elle allait se tuer dans un précipice. Marie prend ce moment à un tems à un français! Quelle indignité! Heureusement pour son patriotisme, l'ennemi se fait français; il s'engage dans le beau Vingt unième, et s'empresse de demander à ce respectable père la main de sa fille. Le père fait quelque façon d'abord, puis il est sur le point d'accéder son consentement à l'inquisition, quand une soudroyante révélation vient jeter la douleur et le désespoir dans tous les cœurs. Marie n'entrera en famille, au noble famille: elle n'est plus un enfant trouvé, elle n'est plus la fille du Régiment, elle est l'héritière de la riche maison de Brekenfield; il faut qu'elle abandonne son père adoptif, son amant qui ne s'est engagé que pour elle; il faut qu'elle dise adieu à tout son passé; il faut qu'elle abdique. *Triste destinée!* Ses adieux à son père sont assez touchants que ses adieux de Fontainebleau; des larmes ruissellent sur toutes les moustaches. Marie serre sa toutes les mains que lui tend son père, l'entraîne dans la personne d'un sergent, et se laisse entraîner par la marquise de Crackentorp! Pauvre Marie!

Oui, pauvre Marie! car, au lieu de la joyeuse vie de camp, elle va mener l'ennuyeuse existence des nobles; au lieu de ces travaux et fatigues accompagnés qui l'aiment de tout leur cœur, elle fainéantera des matinées sur tui diront des fadeurs; oui, pauvre Marie! car il lui faudra se contraindre, changer toutes ses habitudes, faire de belles toilettes, renoncer à sa chère liberté, se priver de joyeuses chansons, imposer silence à son cœur, enfin il lui faudra le vivandière devenir noble demoiselle. Quel supplice! Aussi comme elle est triste dans les beaux salons du château de Kreisler-field! Comme elle chante avec ennui ces airs langoureux de Garat qui ont remplacé les rondes militaires! Comme elle regrette le beau temps de sa misère! Elle languit au sein de cette existence qui ferait envie à d'autres, elle n'a plus de bonheur que dans ses souvenirs, et ces souvenirs ne reveillent par instans avec tant de force qu'ils éclatent par quelque joyeux couplet ou bien quelque juron par trop gaillard. Pour comble de malheur, on va marier la pauvre Marie à je ne sais quel duc, ou plutôt on va la sacrifier; or, ce jour-là même, sous les fenêtres du château de Crackentorp retentit le son du tambour; Marie de courir aussitôt à la fenêtre. Quelle joie! c'est le beau Vingt-unième. La pauvre Marie toute émue agite son mouchoir, appelle ses anciens compagnons d'armes, ou pour mieux parler son père, qui escalade les fenêtres, grimpe l'escalier par bandes et fait irruption avec armes et bagages dans les salons dorés de l'ex-vivandière, devenue marquise et qui sera bientôt duchesse. Scène de reconnaissance, effusion de joie, serremens de mains, bourrades, tout le tremblement! Pour faire court, la réunion du père adoptif et de la fille a les plus heureux résultats, car un aussi bon père ne peut pas permettre qu'on sacrifie une aussi charmante fille! Il intervient son autorité, et ce n'est pas le duc de ..... dont on épouse Marie, mais bien le petit Tyrolien qui s'est engagé par amour pour elle et qui se retrouve officier dans le beau Vingt-unième. La vivandière marquise pouvait-elle ne pas être la femme d'un soldat de fortune?

Tout cet imbroglio se trouve fort agréablement saupoudré d'un certain nombre de jolis motifs de gracieux duos, d'élégants quatuors, de finals et de chœurs comme Donizetti le fabrique dans ses jours de paresse, si bien que le tout forme un plat dramatico-musical des plus agréables. Les artistes n'ont pas pu contribuer à lui donner de la saveur par la façon dont ils ont rendu leurs rôles; nous avons déjà dit combien Mme. Place était charmante: bâtons-nous d'ajouter que M. Bibs s'est montré fort spirituel dans un pékin devieux sergent; et pour ne pas être injuste, tenons compte à M. Richer de son zèle et de son intelligence, à M. et Mme. Mathieu de la physionomie comique quils donnent à deux rôles secondaires. Grâce à cet ensemble, la *Fille du Régiment* a pu être jouée passablement.

P. S. Ce soir enfin la *première représentation d'Oscar* ou *le Mari qui trompe sa Femme*, et la dernière apparition de la *Favorite*. Le public ira, nous l'espérons, faire de brillants adieux à *Léonor* et à *Alphonse*, il en profitera pour faire connaissance avec *Oscar Bonniret*, personnage bien plus amusant que le *Commis Voyageur*, qui, par substitution, a escamoté avant-hier un compliment adressé à ce vobsge *Receveur des Finances*.

OPERA ITALIEN.—Nous croyons faire plaisir aux dilettanti en leur faisant connaître la composition de la troupe d'opéra italien de la Havane, dont plusieurs journaux ont annoncé l'arrivée en cette ville pour la fin du mois.

Mme. Corsini, 1er. soprano;—Mme Majocchi, alt-a prima donna;—MM Antognini, Perrozzi, Voizel tenors;—Vattelina, Calvet, Gandi, basses; deux 2de. tenors;—deux 3de. donne, et 6 de chœurs à peu près comme ceux que nous avons entendus l'année dernière.

Mlle. Euphrasie Borghèse, des théâtres de Naples Milan, Venise, &c., et de l'Opéra comique de Paris, doit faire partie de la Compagnie. Cependant, a cause d'un procès dont la décision aura lieu à la fin de ce mois, on ne peut assurer positivement sa venue avant la deuxième moitié de l'abonnement.

[Courrier.]

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

WASHINGTON, 25 février 1843.

SENAT.—Après l'expédition d'affaires sans grand intérêt le bill de la Chambre pour l'abrogation de la loi sur les faillites se présente à son tour, et la discussion s'engage sur l'amendement de M. Walker, qui finit par être rejeté. D'autres amendemens ne sont pas plus heureux. Le substitut du comité judiciaire est à son tour mis aux voix et rejeté par 30 voix contre 16. Le bill de la Chambre est lui-même pris en considération. M. Benton demande la suppression d'un paragraphe qui assure l'échéance des affaires en instance, mais cette motion, ainsi que plusieurs autres, reste sans résultat. La majorité du Sénat est décidée à adopter le bill tel qu'il est venu, afin d'éviter une nouvelle discussion dans la Chambre. Parmi les amendemens qui ne trouvent un cas, par sa justice et sa raison, devrait trouver grâce devant les Sénateurs; c'est celui que présente M. Conrad et qui a pour effet de ne mettre le bill à exécution qu'à partir du 4 avril, afin de laisser quelque répit à ceux qui ont jusqu'à ce jour négligé de profiter de bénéfice de la loi et qui seront pris au dépourvu par le bill de rejet. Ce délai d'ailleurs est de toute justice pour les villes éloignées de Washington qui se trouveront par le fait de l'abrogation immédiat plus maltraitées que celles qui se trouvent dans le voisinage de la métropole. A la suite des observations de M. Conrad, qui sont remarquables par beaucoup de justesse et d'éloquence, le bill est mis aux voix et est adopté par 32 oui contre 13 non. M. Benton et M. Smith du Connecticut se disperdent en votes, en raison du maintien du proviso. Le bill reste donc tel que la Chambre l'a voté; son action doit commencer à partir du 4 mars; et il n'a plus maintenant qu'à recevoir la signature du *Président*. La recevra-t-il?

WASHINGTON, 27 février 1843.

La séance du SENAT n'offre aucun intérêt pour nos lecteurs.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Après quelques discussion, le bill pour suspendre provisoirement la seconde section du bill d'apportionnement congressionnel, est rejeté. Le bill d'appropriation général occupe ensuite la Chambre, pour l'Orateur soumet aux représentans une communication présidentielle."

Cette communication, provoquée par une résolution de la Chambre, donne des explications sur le sens de cette partie du traité qui a rapport au *droit de visite*. Après avoir rappelé les communications précédemment faites sur ce sujet, M. Tyler résume assez longuement et assez confusément les principes qui doivent selon lui régir la question, puis il ajoute:

"Je suis heureux de voir que la doctrine défendue par la Grande Bretagne dans ses déclarations officielles est en substance la même que la notre. Et ces déclarations me prouvent que l'apparente différence qui existe entre les deux gouvernemens est une différence de mots et non de principes. Non seulement la Grande Bretagne n'entend pas exercer le *droit de recherche*, dans la véritable acception du mot; mais encore elle ne prétend au *droit de visite et d'enquête* que moyennant certaines modifications que ne s'accordent nullement avec l'idée d'un droit incontestable."

"Dans la dépêche de lord Aberdeen a M. Everett, sous la date du 20 décembre 1841, ainsi que dans celle à cet événement adressée au Président Anglais, le ministre déclare que, en dépit de toutes les précautions qui pourront être prises pour prévenir de pareilles occurrences, un navire américain, par suite d'une vieste ou d'une détention exercée par un croiseur anglais, "éprouvait quelque perte ou quelque injure, cette perte ou cette injure serait immédiatement soivie d'une ample indemnité", et à dix de ces dépêches ces intentions a cet égard, Lord Aberdeen, dans sa dépeche du 20 décembre, fait connaître à M. Everett la nature des instructions données aux croiseurs anglais. Elles sont d'une nature telle que, si elles sont fidèlement observées, elles mettront le gouvernement anglais en mesure d'accorder toujours une indemnité convenable. Ce gouvernement a ajouté dans plusieurs circonstances de ce genre remplissent les promesses en accordant une réparation suffisante au tort qui avait pu être porté à notre concitoyen. Est-il nécessaire de remarquer qu'un droit dont l'exercice est entouré de restrictions et de précautions pareilles, peut-être considéré comme un simple privilège réclamé et concédé ou refusé en vertu des principes consacrés de la courtoisie internationale?

"Les principes posés par la dépêche de lord Aberdeen et les assurances d'indemnité n'ont point paru suffisantes à l'Exécutif contre les abus que lord Aberdeen reconnaissait pouvoir naître de l'exercice le plus réservé et le plus prudent de le nouvelle police maritime de l'Angleterre, en conséquence, dans mon message d'ouverture à la dernière session, j'exposai les vues de l'Exécutif sur ce sujet, et j'insistai sur notre volonté et notre capacité à exercer nos propres lois, à protéger notre pavillon contre toute insulte et à acquitter de tous nos devoirs et de toutes nos obligations en haute mer. C'est avec cette pensée que, dans la Traité de Washington fut négocié, et c'est à la suite d'une conférence avec l'envoyé anglais sur l'importance des forces à employer pour remplir ce but, que les dispositions du huitième article furent arrêtées."

"Telles étaient mes vues au moment de la négociation du traité, et telle est encore mon opinion en explication pleine et entière. Je regrette le huitième article comme éloignant tout prétexte plausible, sous apparence de nécessité, pour visiter et détenir nos navires de la côte d'Afrique, par suite de l'emploi illégal que des bâtimens étrangers pouvait faire de notre pavillon. Nous nous sommes chargés nous-mêmes de voir si de tels vont abus, en nous engageant à entretenir, pour atteindre ce but, une force navale jugée suffisante par les parties intéressées.

"N'ayant point, comme nous l'avons dit alors et comme nous le répétons aujourd'hui, la prétention d'exercer le moindre droit de visite sur les pavillons des nations indépendantes, nous ne demandâmes point à l'Angleterre une renonciation formelle à ses prétentions; et nous n'eumes pas besoin de faire valoir sous aucune le moindre concession sur ce sujet. Nous voulûmes simplement *régler pratiquement* la question Nous le disions à ce que nous avons fait jusqu'alors sur ce point. L'honneur du pays l'exigeait; l'honneur de son pavillon demandait que les navires qui en gui y seraient arborés par d'autres pour couvrir un commerce inique. Notre gouvernement, je puis l'affirmer, a tout à la fois la volonté et le pouvoir d'atteindre ce but; et s'il le faut, il ne se contentera pas d'une *escadre de* 80 canons; mais plutôt que de laisser un prétexte quelconque pour étrangler ce charger d'exécuter ses lois et de *remplir* ses obligations, dont la première est de protéger son pavillon contre toute insulte, il mettra en réquisition toutes ses *forces* navales pour prendre lui-même ce soin. L'intention de notre gouvernement est d'exécuter fidèlement en ce qui le concerne les stipulations du traité, et il ne permettra à aucune puissance de l'Angleterre n'en veuille faire autant. De cette sorte, la paix sera conservée, et les plus amicales relations *continueront à* exister entre les deux pays."

JOHN TYLER.

Ce message est accompagné de différentes pièces dont la secrétaire commence la lecture.

VISITE ET RECHERCHE.—"Il y a dans les habitudes maritimes une différence entre la visite et la recherche. Il est d'usage pour un bâtiment de guerre, dans les limites de sa croisière, de héler les navires marchands, de les faire mettre en travers et de leur envoyer un canot toutes les fois que cela paraît convenable au capitaine. Nous avons vu les commandans de nos propres navires rencontrer des bâtimens marchands qui ont pas pavillon, portant le pavillon espagnol et munis de papiers espagnols, obligés à ces bâtimens de mettre *en travers*, et envoyer à bord un officier chargé d'examiner les papiers du navire. On en a vu même faire tirer un boulet de vingt quatre sur des bâtimens étrangers et les *forcer ainsi à* suspendre leur course, à passer à l'arrière de leur navire, à venir répondre eux-mêmes. Ce n'est pas l'usage, nous le croyons, d'approcher ainsi tous les bâtimens que l'on aperçoit; mais seulement ceux qui présentent à cet égard un commandant une apparence suspecte. Dans plus d'une circonstance, nous avons vu des navires de guerre américains donner une chasse vigoureuse et appuyée de coups de canon, a quelques bâtimens. *Cette espèce de visite* est essentiellement distincte de la *recherche*.

(Evening Post de New York.)

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS,

MERCREDI, 8 Mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 95 membres. Peu après la majorité se trouvant réunie, le greffier procède à la lecture du journal.

La reconsidération de la section additionnelle proposée au bill qui abroge le droit de quayage, est l'ordre du jour pour immédiatement après la lecture du journal.

M. Houlouisquié dit qu'il ignore si la motion tend à faire reconsidérer la section seulement ou tout le bill.

L'Orateur dit que la motion a pour but de faire reconsidérer la section seulement, mais qu'elle aura pour résultat d'amener de nouveau la discussion sur le bill lui-même.

M. Ratliff déclare partager l'opinion de la Chambre.

L'Orateur dit que la Chambre peut proposer quelque amendement que ce soit au bill.

M. Brashear présente un substitut à la place de la section rejetée, et quelques autres sections additionnelles. Ces sections concernent que les Municipalités pourront émettre des certificats du trésor, payables dans dix ans aux détenteurs de billets pour une valeur de $100). Les Municipalités devraient déposer tous les six mois à la Banque de la Louisiane certaines valeurs à l'effet de pourvoir au remboursement de leurs obligations; elles ne pourraient plus émettre de bons, et les taxes prélevées par le conseil-général devraient être payées avec les billets ou valeurs que celles *requises pour* les taxes d'Etat. Les Municipalités seraient en outre autorisées à prélever, sous de certaines restrictions, une taxe *sur* les propriétés foncières et les esclaves, à l'effet d'éteindre leur dette.

M. Menson dit que ce bill est d'une haute importance, et il désirerait que la Chambre le mît à l'ordre du jour pour vendredi prochain.

M. Brashear dit qu'il ne présente ces amendemens que dans ce but et qu'il consentirait à ce que la question fut mise aux voix immédiatement.

M. Culbert—on dit que les membres d'Orléans ne peuvent pas encore se prononcer sur ces amendemens. Le bill pourrait à peine être discuté par la Chambre, mais les sections proposées par M. Brashear sont tout à fait nouvelles qu'on ne saurait avec raison s'opposer à la motion de M. Menson. Il faut laisser à la députation d'Orléans le loisir d'examiner une mesure qui l'intéresse directement.

M. Ratliff fait observer que la session est déjà bien avancée, et que de nouveaux délais entraîneront faire ajourner indéfiniment l'adoption du bill lui-même. La Chambre doit se prononcer une fois sur ce bill, qu'on l'examine section par section. Les représentans auront alors tout le loisir d'en apercevoir les défauts, s'il en existe, et de les signaler à la Chambre.

M. Ogden espère que la motion de Mr Menson prévaudra. M. Brashear a proposé des sections toutes nouvelles, et tendant à établir des principes que lui (M. Ogden) réprouve. Les municipalités ont le droit de prélever une taxe sur les propriétés foncières, elles n'ont jamais exercé ce droit, qu'on ne leur a du reste jamais contesté. La députation d'Orléans est en faveur à la Chambre, tous les compromis qu'elle a proposés ont été rejetés avec mépris.

M. Hunt s'élève contre le jugement de son collègue. Il croit les amendemens de nature à porter secours à la ville, mais comme on vient seulement de les proposer cette nuit à l'heure, il espère que la Chambre en ajournera l'examen jusqu'à demain, après la lecture du journal.

M. Brashear annonce la motion de présenter un rapport à demain à la troisième et dernière lecture du bill.

L'Orateur dit que l'on ne pourrait procéder à cette lecture sans la dispense des règles, mais que la Chambre peut accorder cette dispense.

La motion de M. Brashear est adoptée.

M. Hunt réclame la prise en considération du bill relatif aux banques.

L'Orateur dit que cette proposition n'est pas à l'ordre, et que la Chambre ne peut s'occuper, sans dispense des règles, du bill sur les banques.

La discussion s'engage alors sur un point de forme. MM. Ogden et Benjamin soutiennent que le bill sera pris en considération. M. Benton demande la suppression d'un paragraphe qui assure l'échéance des affaires en instance, mais cette motion, ainsi que plusieurs autres, reste sans résultat. La majorité du Sénat est décidée à adopter le bill tel qu'il est venu, afin d'éviter une nouvelle discussion dans la Chambre. Parmi les amendemens qui ne trouve un cas, par sa justice et sa raison, devrait trouver grâce devant les Sénateurs; c'est celui que présente M. Conrad et qui a pour effet de ne mettre le bill à exécution qu'à partir du 4 avril, afin de laisser quelque répit à ceux qui ont jusqu'à ce jour négligé de profiter de bénéfice de la loi et qui seront pris au dépourvu par le bill de rejet. Ce délai d'ailleurs est de toute justice pour les villes éloignées de Washington qui se trouveront par le fait de l'abrogation immédiat plus maltraitées que celles qui se trouvent dans le voisinage de la métropole. A la suite des observations de M. Conrad, qui sont remarquables par beaucoup de justesse et d'éloquence, le bill est mis aux voix et est adopté par 32 oui contre 13 non. M. Benton et M. Smith du Connecticut se disperdent en votes, en raison du maintien du proviso. Le bill reste donc tel que la Chambre l'a voté; son action doit commencer à partir du 4 mars; et il n'a plus maintenant qu'à recevoir la signature du *Président*. La recevra-t-il?

WASHINGTON, 27 février 1843.

La séance du SENAT n'offre aucun intérêt pour nos lecteurs.

CHAMBRE DES REPRESENTANS—Après quelques discussion, le bill pour suspendre provisoirement la seconde section du bill d'apportionnement congressionnel, est rejeté. Le bill d'appropriation général occupe ensuite la Chambre, pour l'Orateur soumet aux représentans une communication présidentielle."

Ordre du Jour.

M. Benjamin propose que la Chambre s'occupe du bill relatif aux banques, quoique l'Orateur ait décidé que ce bill n'est pas à l'ordre du jour. Sa motion prévaut par 31 contre 8. L'Orateur vote avec la majorité.

La question de savoir si l'Orateur a droit de voter est soumise à la Chambre. Celle-ci ne prononce pour l'affirmative.

Le bill pour abroger la loi relative aux banques, passé à la dernière session de la Législature, est pris alors en considération.

M. Muson lit une réponse au rapport du comité sur les Banques. Il veut que l'on sache bien qu'il n'agit pas comme membre du Bureau de Circulation. Il proteste contre la taxe sur les propriétés foncières, elles n'ont jamais exercé ce droit, qu'on ne leur a du reste jamais contesté. La délégation d'Orléans est en faveur à la Chambre, tous les compromis qu'elle a proposés ont été rejetés avec mépris.

M. Hunt s'élève contre le jugement de son collègue. Il croit les amendemens de nature à porter secours à la ville, mais comme on vient seulement de les proposer cette nuit à l'heure, il espère que la Chambre en ajournera l'examen jusqu'à demain, après la lecture du journal.

M. Brashear annonce la motion de présenter un rapport à demain à la troisième et dernière lecture du bill.

L'Orateur dit que l'on ne pourrait procéder à cette lecture sans la dispense des règles, mais que la Chambre peut accorder cette dispense.

La motion de M. Brashear est adoptée.

M. Hunt réclame la prise en considération du bill relatif aux banques.

L'Orateur dit que cette proposition n'est pas à l'ordre, et que la Chambre ne peut s'occuper, sans dispense des règles, du bill sur les banques.

La discussion s'engage alors sur un point de forme. MM. Ogden et Benjamin soutiennent que le bill sera pris en considération. M. Benton demande la suppression d'un paragraphe qui assure l'échéance des affaires en instance, mais cette motion, ainsi que plusieurs autres, reste sans résultat. La majorité du Sénat est décidée à adopter le bill tel qu'il est venu, afin d'éviter une nouvelle discussion dans la Chambre. Parmi les amendemens qui ne trouvent